

Les actionnaires de Lyonnaise des Eaux de Casablanca, par abréviation Lydec, Société Anonyme au capital de 800.000.000 dirhams, ayant son Siège Social à Casablanca, au 48 rue Mohamed Diouri, immatriculée à Casablanca, au Registre du Commerce sous le numéro 80617 sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, conformément à l'article 115 de la loi 17-95, qui se tiendra :

**le jeudi 13 juin 2013 à 10h00**

**au siège de la Bourse de Casablanca**

Angle avenue des Forces Armées Royales et rue Arrachid Mohamed, Casablanca

En vue de délibérer et de statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration sur l'exercice clos au 31 décembre 2012 ;
- Rapport des commissaires aux comptes concernant l'exercice clos au 31 décembre 2012 ;
- Rapport spécial des commissaires aux comptes concernant l'exercice 2012 sur les conventions visées par l'article 56 de la loi n°17-95 relative aux sociétés anonymes ;
- Approbation s'il y a lieu du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport des commissaires aux comptes, du bilan et des comptes 2012 ;
- Approbation s'il y a lieu du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées par l'article 56 de la loi n°17-95 relative aux sociétés anonymes ;
- Affectation des résultats ;
- Quitus s'il y a lieu aux Administrateurs ;
- Quitus s'il y a lieu aux commissaires aux comptes ;
- Renouvellement du mandat des commissaires aux comptes ;
- Quitus s'il y a lieu aux Administrateurs démissionnaires ;
- Ratification de la cooptation d'un nouvel Administrateur ;
- Pouvoirs pour formalités.

**Les détenteurs d'actions au porteur doivent, pour être admis à cette Assemblée, fournir au siège de la société une attestation émanant d'un organisme bancaire ou d'une société de bourse agréée, justifiant la qualité de l'actionnaire et ce, au plus tard cinq (5) jours avant la tenue de l'Assemblée.**

**Les titulaires d'actions nominatives, pour être admis à l'Assemblée, sont tenus d'être inscrits, cinq (5) jours avant la tenue de l'Assemblée, dans les registres de la société.**

En cas de représentation de propriétaires de titres au porteur, les mandataires doivent en plus déposer la justification de leur mandat.

Les actionnaires désirant voter par correspondance, devront demander un formulaire de vote par correspondance au siège social au plus tard dix (10) jours avant la date de la réunion, ledit formulaire étant également disponible sur le site Internet de Lydec [www.lydec.ma](http://www.lydec.ma), rubrique Communication financière. L'actionnaire ayant voté par correspondance n'aura plus la possibilité de participer directement à l'assemblée ou de s'y faire représenter. Les actionnaires réunissant les conditions exigées par l'article 117 de la loi 17-95 modifiée et complétée par la loi 20-05 relative aux sociétés anonymes peuvent demander, par lettre recommandée avec accusé de réception au siège social dans les dix (10) jours qui suivent cet avis, l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour. Les documents requis par la loi sont mis à la disposition des actionnaires au siège social. Pour toute information sur l'Assemblée Générale, veuillez contacter le Secrétaire Exécutif :

**Secrétariat Exécutif**

**Madame Catherine LEBOUL-PROUST**

Angle avenue Moulay Hassan 1<sup>er</sup> et rue Gouraud - 20 070 Casablanca

E-mail : [catherine.leboulproust@lydec.co.ma](mailto:catherine.leboulproust@lydec.co.ma)

- Les documents requis par la loi sont mis à la disposition des actionnaires au siège social.
- Le projet des résolutions qui seront soumises à cette assemblée, tel qu'il est arrêté par le Conseil d'Administration, se présente comme suit :

### Projet de texte des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle

#### Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration sur sa gestion durant l'exercice 2012 et le rapport des commissaires aux comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012, après avoir examiné les états financiers au 31 décembre 2012, approuve ces rapports, le bilan et les comptes de l'exercice 2012 tels qu'ils sont présentés et desquels il résulte un bénéfice net de + 274 254 278,18 MAD ainsi que toutes les opérations et les mesures traduites par lesdits comptes ou résumées dans lesdits rapports.

#### Deuxième résolution : approbation du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées par l'article 56 de la loi n°17-95 relative aux sociétés anonymes.

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées par l'article 56 de la loi n°17-95 relative aux sociétés anonymes, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

#### Troisième résolution : affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration décide d'affecter le bénéfice net de l'exercice 2012 ainsi qu'il suit :

• Soit bénéfice net de l'exercice 2012	Dh + 274 254 278,18
• 5% à la réserve légale (plafonnée à 10% du capital social)	Dh - 0,00
• Solde	Dh + 274 254 278,18
• Report à nouveau	Dh + 405 345 581,66
• Bénéfice distribuable	Dh = 679 599 859,84
• À distribuer à titre de dividendes (à raison de 22,5 MAD par action)	Dh - 180 000 000,00
• Solde affecté en report à nouveau soit	Dh + 499 599 859,84

L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle décide du paiement des dividendes à compter du 10 juillet 2013.

#### Quatrième résolution : quitus s'il y a lieu aux Administrateurs

L'Assemblée Générale Ordinaire donne au Conseil d'Administration quitus entier, définitif et sans réserve de sa gestion pour l'exercice 2012.

#### Cinquième résolution : quitus s'il y a lieu aux commissaires aux comptes

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus au cabinet Mazars représenté par Monsieur Abdou DIOP et au cabinet Ernst & Young représenté par Monsieur Bachir TAZI de leur mandat de commissaire aux comptes pour l'exercice 2012.

#### Sixième résolution : renouvellement du mandat des commissaires aux comptes

L'Assemblée Générale Ordinaire renouvelle le mandat du cabinet Mazars représenté par Monsieur Abdou DIOP qui accepte, pour les exercices 2013, 2014 et 2015. L'Assemblée Générale Ordinaire renouvelle le mandat du cabinet Ernst & Young représenté par Monsieur Bachir TAZI qui accepte, pour les exercices 2013, 2014 et 2015.

#### Septième résolution : quitus s'il y a lieu aux Administrateurs démissionnaires

Monsieur Jean-Pierre ERMENAU, ayant démissionné de sa fonction d'Administrateur en date du 20 février 2013, l'Assemblée Générale Ordinaire donne en tant que besoin, à cet Administrateur, quitus de sa gestion au titre de la période s'étalant du 21 juin 2012 au 20 février 2013.

Monsieur Fabrice ROSSIGNOL, ayant démissionné de sa fonction d'Administrateur en date du 20 février 2013, l'Assemblée Générale Ordinaire donne en tant que besoin, à cet Administrateur, quitus de sa gestion au titre de la période s'étalant du 03 juin 2009 au 20 février 2013.

#### Huitième résolution : ratification de la cooptation d'un nouvel Administrateur

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte et ratifie la cooptation, en qualité d'Administrateur, effectuée par le Conseil d'Administration en date du 20 février 2013 de :

Monsieur Pierre-Yves POULIQUEN, dirigeant au sein de Suez Environnement, de nationalité française, né à Tours le 24/11/1963, titulaire du passeport n°09AP23113, demeurant 25 rue Pasteur, 78220 Viroflay-France.

#### Neuvième résolution : pouvoirs en vue de formalités légales

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs à Madame Catherine LEBOUL-PROUST de nationalité française, née le 1<sup>er</sup> juillet 1969 à Romilly-sur-Seine, demeurant à Casablanca 14 rue Ristinga - CIL - Casablanca, titulaire du passeport n°08DA973192, et à toute personne qu'elle substituera pour effectuer toutes formalités d'enregistrement, de dépôt, de publicité ou autres prévues par la loi ou besoin sera.

Le Conseil d'Administration

## Comptes sociaux du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012

En DH

ACTIF	EXERCICE			EXERCICE
	Brut	Amortissements et provisions	Net	PRECEDENT
<b>I. A - ACTIF IMMOBILISE DOMAINE CONCEDE</b>	<b>16 469 353 635,65</b>	<b>8 535 095 409,15</b>	<b>7 934 258 226,50</b>	<b>7 105 804 684,36</b>
<b>Immobilisations terminées</b>				
Immobilisations renouvelables récupérées auprès CUC	4 501 314 340,78	4 428 262 801,80	73 051 538,98	228 048 660,02
Immobilisations financées par Fonds de Travaux	1 721 352 580,19	703 391 570,96	1 017 961 009,23	921 370 557,44
Immobilisations financées par Lydec	4 701 414 959,13	2 160 951 436,64	2 540 463 522,67	2 399 029 914,31
Immobilisations financées par les tiers	1 176 481 892,52	675 932 528,75	500 549 363,77	465 051 869,83
Immobilisations reçues gratuitement	2 043 463 911,97	566 557 071,18	1 476 906 840,79	1 199 188 996,00
<b>Immobilisations en cours</b>				
Immobilisations en cours financées par Fonds de Travaux	935 253 492,17	-	935 253 492,17	571 284 484,07
Immobilisations en cours financées par Lydec	857 732 920,38	-	857 732 920,38	723 379 808,30
Immobilisations en cours financées par les Tiers	353 229 659,27	-	353 229 659,27	419 220 898,84
<b>Fonds de retraite</b>	<b>179 109 879,24</b>	<b>2 978 027 354,64</b>	<b>3 511 655 233,88</b>	<b>3 253 583 668,66</b>
<b>I. B - ACTIF IMMOBILISE DOMAINE PRIVE</b>	<b>6 489 682 588,52</b>	<b>2 978 027 354,64</b>	<b>3 511 655 233,88</b>	<b>3 253 583 668,66</b>
<b>Immobilisations en non valeur</b>	<b>362 437 118,75</b>	<b>335 182 706,84</b>	<b>27 254 411,91</b>	<b>33 793 001,86</b>
Frais préliminaires	-	-	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	362 437 118,75	335 182 706,84	27 254 411,91	33 793 001,86
Prime de remboursement des obligations	-	-	-	-
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>5 630 173 765,18</b>	<b>2 233 826 161,17</b>	<b>3 396 347 604,01</b>	<b>3 126 131 396,81</b>
Immobilisations en recherche et développement	548 346,61	548 346,61	-	-
Brevet, marques, droits, et valeurs similaires	70 477 539,06	59 936 292,76	10 541 246,30	12 645 344,68
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles (financement délégataire)	5 559 147 879,51	2 173 341 521,80	3 385 806 357,71	3 113 486 052,13
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>492 085 216,59</b>	<b>405 842 486,63</b>	<b>86 242 729,96</b>	<b>90 484 892,93</b>
Terrains	-	-	-	-
Constructions	1 149 165,41	934 517,74	214 647,67	230 547,50
Matériel et outillage	239 945 805,41	188 954 259,79	50 991 545,62	56 291 769,77
Matériel de transport	49 929 529,68	42 707 709,29	7 221 820,39	3 565 084,86
Matériel mobilier de bureau	42 836 364,92	42 694 351,94	142 012,98	3 396 867,01
Matériel informatique	143 976 100,13	116 449 570,20	27 526 529,93	26 913 077,92
Autres immobilisations corporelles	14 248 251,04	14 102 077,67	146 173,37	87 545,87
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
<b>Immobilisations financières</b>	<b>4 986 488,00</b>	<b>3 176 000,00</b>	<b>1 810 488,00</b>	<b>3 174 377,06</b>
Prêts et créances immobilisées	1 810 488,00	-	1 810 488,00	3 174 377,06
Titres de participation	3 176 000,00	3 176 000,00	-	-
<b>Ecarts de conversion</b>				
Diminution des créances financières	-	-	-	-
Augmentation des dettes de financement	-	-	-	-
<b>TOTAL I - ACTIF IMMOBILISE DC &amp; DP</b>	<b>22 959 036 224,17</b>	<b>11 513 122 763,79</b>	<b>11 445 913 460,38</b>	<b>10 359 388 353,02</b>
<b>II. ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)</b>				
<b>Stocks (F)</b>	<b>50 038 251,50</b>	<b>9 227 812,32</b>	<b>40 810 439,18</b>	<b>57 989 314,14</b>
Matière et fournitures consommables	50 038 251,50	9 227 812,32	40 810 439,18	57 989 314,14
<b>Créances de l'actif circulant (G)</b>	<b>2 332 630 262,52</b>	<b>292 917 824,32</b>	<b>2 039 712 438,20</b>	<b>2 274 094 394,13</b>
Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	18 974 980,99	-	18 974 980,99	35 182 786,54
Clients et comptes rattachés	1 693 530 762,24	292 917 824,32	1 400 612 937,92	1 592 549 405,71
Personnel débiteur	63 340 439,87	-	63 340 439,87	77 621 600,94
Etat débiteur	391 591 453,41	-	391 591 453,41	407 099 348,46
Comptes d'associés débiteurs	-	-	-	-
Autres débiteurs	146 323 488,07	-	146 323 488,07	146 658 693,47
Comptes de régularisation actif	18 869 137,94	-	18 869 137,94	14 982 559,01
<b>Titres et valeurs de placement (H)</b>	<b>160 000 000,00</b>	<b>160 000 000,00</b>	<b>160 000 000,00</b>	<b>122 866 941,87</b>
Bons du Trésor (Fonds de Travaux)	160 000 000,00	160 000 000,00	160 000 000,00	-
Placements Lydec	-	-	-	122 866 941,87
<b>Ecarts de conversion actif circulant (I)</b>	<b>94 683,84</b>	<b>94 683,84</b>	<b>45 227,92</b>	<b>45 227,92</b>
(Eléments circulants)	-	-	-	-
<b>TOTAL II - ACTIF CIRCULANT (F+G+H+I)</b>	<b>2 542 763 197,86</b>	<b>302 145 636,64</b>	<b>2 240 617 561,22</b>	<b>2 454 995 878,06</b>
<b>III. TRESORERIE - PASSIF</b>				
Chèques et Valeurs à encaisser	93 047 291,33	-	93 047 291,33	79 563 897,89
Fonds externes	223 616 757,78	-	223 616 757,78	227 270 421,57
Banques	5 839 489,29	-	5 839 489,29	323 901 800,22
Caisses	426 157,65	-	426 157,65	397 581,74
<b>TOTAL III - TOTAL TRESORERIE ACTIF</b>	<b>322 929 696,05</b>	<b>-</b>	<b>322 929 696,05</b>	<b>631 133 701,42</b>
<b>TOTAL GENERAL ACTIF</b>	<b>25 824 729 118,08</b>	<b>11 815 268 400,43</b>	<b>14 009 460 717,65</b>	<b>13 445 517 932,50</b>

En DH

### COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)

OPERATIONS	EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT	
	PROPRES A L'EXERCICE (1)	CONCERNANT LES EXERCICES PRECEDENTS (2)	TOTAUX DE L'EXERCICE (3) = (1)+(2)	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
<b>I. PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
Ventes de marchandises (en l'état)	5 268 939 700,09	23 178 941,63	5 292 118 641,72	5 116 154 983,54
Ventes de biens et services	736 565 723,19	-	736 565 723,19	660 647 112,78
Variation de stocks de produits	-	-	-	-
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	140 260 693,47	-	140 260 693,47	141 851 207,64
Subventions d'exploitation	-	-	-	-
Autres produits d'exploitation	-	-	-	-
Reprises d'exploitation : transfert de charges	306 350 358,31	-	306 350 358,31	261 182 366,68
<b>TOTAL I</b>	<b>6 452 116 475,06</b>	<b>23 178 941,63</b>	<b>6 475 295 416,69</b>	<b>6 179 835 670,64</b>
<b>II. CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
Achats revendus de marchandises	3 515 556 891,02	-	3 515 556 891,02	3 391 096 612,72
Achats consommés de matières et fournitures	784 838 529,33	74 000,00	784 912 529,33	729 367 264,66
Autres charges externes	253 826 485,90	113 215,35	253 939 701,25	231 294 893,00
Impôts et taxes	2 353 598,52	-	2 353 598,52	6 941 883,81
Charges de personnel	766 965 916,16	42 342,65	767 008 258,81	722 114 545,41
Autres charges d'exploitation	18 837 753,55	-	18 837 753,55	7 694 766,96
Dotations d'exploitation	671 222 146,72	-	671 222 146,72	621 186 314,58
<b>TOTAL II</b>	<b>6 013 601 321,20</b>	<b>229 558,00</b>	<b>6 013 830 879,20</b>	<b>5 709 696 281,14</b>
<b>III. RESULTAT D'EXPLOITATION III = (I-II)</b>			<b>461 464 537,49</b>	<b>470 139 389,50</b>
<b>IV. PRODUITS FINANCIERS</b>				
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	-	-	-	-
Gains de change	229 374,13	563,98	229 938,11	462 626,03
Intérêts et autres produits financiers	2 629 443,40	-	2 629 443,40	5 487 250,28
Reprises financières : transfert de charges	27 684 708,81	-	27 684 708,81	27 902 371,99
<b>TOTAL IV</b>	<b>30 543 526,34</b>	<b>563,98</b>	<b>30 544 090,32</b>	<b>33 852 248,30</b>
<b>V. CHARGES FINANCIERES</b>				
Charges d'intérêts	70 985 274,81	-	70 985 274,81	67 901 218,64
Perte de change	379 804,55	511,62	380 316,17	637 362,19
Autres charges financières	-	735,22	735,22	31 263,47
Dotations financières	41 191,55	-	41 191,55	-
<b>TOTAL V</b>	<b>71 406 270,91</b>	<b>1 246,84</b>	<b>71 407 517,75</b>	<b>68 569 844,30</b>
<b>VI. RESULTAT FINANCIER VI = (IV-V)</b>			<b>-40 863 427,43</b>	<b>-34 717 596,00</b>
<b>VII. RESULTAT COURANT VII = (III+V)</b>			<b>420 601 110,06</b>	<b>435 421 793,50</b>

En DH

### COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES) (SUITE)

OPERATIONS	EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT	
	PROPRES A L'EXERCICE (1)	CONCERNANT LES EXERCICES PRECEDENTS (2)	TOTAUX DE L'EXERCICE (3) = (1)+(2)	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
<b>VII. RESULTAT COURANT (reports)</b>			<b>420 601 110,06</b>	<b>435 421 793,50</b>
<b>VIII. PRODUITS NON COURANTS</b>				
Produits des cessions d'immobilisations	45 738,17	-	45 738,17	34 262,00
Subvention d'équilibre	-	-	-	-
Reprises sur subvention d'investissement	-	-	-	-
Autres produits non courants	1 199 015,07	13 857 899,51	15 056 914,58	1 355 992,78
Reprises non courantes : transferts de charges	1 774 492,83	-	1 774 492,83	795 328,17
<b>TOTAL VIII</b>	<b>3 019 246,07</b>	<b>13 857 899,51</b>	<b>16 877 145,58</b>	<b>2 185 582,95</b>
<b>IX. CHARGES NON COURANTES</b>				
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	27 129,75	-	27 129,75	24 140,00
Subventions accordées	-	-	-	-
Autres charges non courantes	8 619 990,02	4 401 765,71	13 021 755,73	31 594 541,33
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	-	-	-	30 000 000,00
<b>TOTAL IX</b>	<b>8 647 119,77</b>	<b>4 401 765,71</b>	<b>13 048 885,48</b>	<b>61 618 681,33</b>
<b>X. RESULTAT NON COURANT X = (VIII-IX)</b>			<b>3 828 260,10</b>	<b>-59 433 098,38</b>
<b>XI. RESULTAT AVANT IMPOTS XI = (VII-X)</b>			<b>424 422 870,16</b>	<b>375 988 695,12</b>
<b>XII. IMPOTS SUR LES RESULTATS</b>			<b>150 175 091,98</b>	<b>144 595 917,76</b>
<b>XIII. RESULTAT NET (XI-XII)</b>			<b>274 247 778,18</b>	<b>231 392 777,36</b>
<b>XIV. TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)</b>	<b>6 485 679 247,47</b>	<b>37 037 405,12</b>	<b>6 522 716 652,59</b>	<b>6 215 873 501,89</b>
<b>XV. TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)</b>	<b>6 243 829 803,86</b>	<b>4 632 570,55</b>	<b>6 248 462 374,41</b>	<b>5 984 480 724,53</b>
<b>XVI. RESULTAT NET (total des produits-total des charges)</b>	<b>241 849 443,61</b>	<b>32 404 834,57</b>	<b>274 247 778,18</b>	<b>231 392 777,36</b>

En DH

### ETAT DES SOLDES DE GESTION (ESG)

	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
<b>TABEAU DE FORMATION DES RESULTATS (TFR)</b>		
1 + Ventes de fluides	5 292 118 641,72	5 116 154 983,54
2 - Achats de fluides	3 515 556 891,02	3 374 218 785,77
<b>I = MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT</b>	<b>1 776 561 750,70</b>	<b>1 741 936 197,77</b>
II + PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	876 826 416,66	802 498 320,42
3 Ventes de biens et services produits	736 565 723,19	660 647 112,78
4 Variation de stocks	-	-
5 Immobilisations produites	140 260 693,47	141 851 207,64
III - CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE (6+7)	1 038 852 230,58	960 662 157,66
6 Achats consommés de matières et de fournitures	784 912 529,33	729 367 264,66
7 Autres charges externes	253 939 701,25	231 294 893,00
IV = VALEUR AJOUTEE (I+II-III)	1 614 535 936,78	1 583 772 360,53
8 + Subventions d'exploitation reçues	-	-
9 - Impôts et taxes	2 353 598,52	6 941 883,81
10 - Charges de personnel	767 008 258,81	722 114 545,41
V = EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)	845 174 079,45	854 715 931,31
= INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (IBE)	-	-
11 + Autres produits d'exploitation	-	-
12 - Autres charges d'exploitation	18 837 753,55	7 694 766,96
13 + Reprises d'exploitation : transfert de charges	306 350 358,31	244 304 539,73
14 - Dotations d'exploitation	671 222 146,72	621 186 314,58
VI = RESULTAT D'EXPLOITATION	461 464 537,49	470 139 389,50
VII RESULTAT FINANCIER	-40 863 427,43	-34 717 596,00
VIII = RESULTAT COURANT	420 601 110,06	435 421 793,50
IX RESULTAT NON COURANT	3 828 260,10	-59 433 098,38
15 - Impôts sur les sociétés	150 175 091,98	144 595 917,76
X = RESULTAT NET DE L'EXERCICE	274 254 278,18	231 392 777,36
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF)</b>		
1 RESULTAT NET DE L'EXERCICE		
Bénéfice +	274 254 278,18	231 392 777,36
Perte -	-	-
2 + Dotations d'exploitation	367 815 019,07	336 478 984,39
3 + Dotations financières	-	-
4 + Dotations non courantes	-	30 000 000,00
5 - Reprises d'exploitation	-	-
6 - Reprises financières	-	-
7 - Reprises non courantes	-	-
8 - Produits des cessions d'immobilisations	-45 738,17	-34 262,00
9 + Valeurs nettes d'amort. immobilisations cédées	27 129,75	24 140,00
I CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF)	642 050 688,83	597 861 639,75
10 Distribution de bénéfices	184 000 000,00	180 000 000,00
II AUTOFINANCEMENT	458 050 688,83	417 861 639,75

En DH

### TABEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

SYNTHESE DES MASSES DU BILAN	EXERCICE (a)	EXERCICE PRECEDENT (b)	VARIATION a - b	
			EMPLOIS	RESSOURCES
Financement permanent	10 921 865 518,66	10 051 494 640,73	-	870 370 877,93
Actif immobilisé	11 445 913 460,38	10 359 388 353,02	1 086 525 107,36	-
<b>Fonds de roulement fonctionnel (A)</b>	<b>-524 047 941,72</b>	<b>-307 893 712,29</b>	<b>216 154 229,43</b>	-
Actif circulant	2 240 617 561,22	2 454 995 878,06	-	214 378 316,84
Passif circulant	2 954 414 266,38	3 000 186 218,33	45 771 951,95	-
<b>Besoin de financement global (B)</b>	<b>-713 796 705,16</b>	<b>-545 190 340,27</b>	-	<b>168 606 364,89</b>
TRESORERIE NETTE (A-B)	189 748 763,44	237 296 627,98	-	47 547 864,54
<b>EMPLOIS ET RESSOURCES</b>				
<b>I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE</b>				
<b>Autofinancement (A)</b>	-	<b>458 050 688,83</b>	-	<b>417 861 639,75</b>
Capacité d'autofinancement	-	642 050 688,83	-	597 861 639,75
Distribution de bénéfices	-	-184 000 000,00	-	-180 000 000,00
<b>Cession et réduction d'immobilisation (B)</b>	-	1 409 627,23	-	34 262,00
Cession d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Cession d'immobilisations corporelles	-	45 738,17	-	34 262,00
Cession d'immobilisations financières	-	-	-	-
Récupération sur créances immobilisées	-	1 363 889,06	-	-
<b>Augmentation des capitaux propres assimilés (C)</b>	-	12 471 750,50	-	-
Augmentation du capital	-	-	-	-
Augmentation des réserves	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-	12 471 750,50	-	-
<b>Augmentation des dettes de financement (D)</b>	-	<b>47 166 701,80</b>	-	<b>48 398 943,86</b>
Dépôts de garantie	-	47 166 701,80	-	48 398 943,86
Emprunt à long terme	-	-	-	-
<b>TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)</b>	-	<b>519 098 768,36</b>	-	<b>466 294 845,61</b>
<b>II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE</b>				
<b>Acquisition, augmentation d'immobilisation (E)</b>	<b>619 228 407,22</b>	-	<b>552 003 956,74</b>	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	29 813 371,61	-	38 243 348,63	-
Acquisition d'immobilisations incorporelles	589 415 035,61	-	513 637 516,82	-
Augmentation d'immobilisations en cours	-	-	-	-
Acquisition d'immobilisations financières	-	-	123 091,29	-
<b>Remboursement des capitaux propres (F)</b>	-	-	-	-
<b>Remboursement des dettes de financement (G)</b>	<b>107 975 394,69</b>	-	<b>105 347 738,70</b>	-
Dépôts de garantie	27 975 394,69	-	25 347 738,70	-
Emprunt à long terme	80 000 000,00	-	80 000 000,00	-
<b>Acquisition d'immobilisation en non valeur (H)</b>	<b>8 049 195,88</b>	-	<b>12 672 777,54</b>	-
<b>TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)</b>	<b>735 252 997,79</b>	-	<b>670 024 472,98</b>	-
III. VARIATION BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL	-	168 606 364,89	-	293 125 860,04
IV. VARIATION DE LA TRESORERIE	-	47 547 864,54	-	89 396 232,67
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>735 252 997,79</b>	<b>735 252 997,79</b>	<b>759 420 705,65</b>	<b>759 420 705,65</b>

### PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION SPECIFIQUES A L'ENTREPRISE

#### INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE

<b>I. ACTIF IMMOBILISE</b>	
<b>A - EVALUATION A L'ENTREE</b>	
1. Immobilisations en non - valeurs	Somme des coûts engagés pour la réalisation de ces charges
2. Immobilisations incorporelles	Total des dépenses engagées pour acquérir l'élément incorporel Autres immobilisations incorporelles : montants des investissements du domaine concédé financés par le délégataire Coût d'acquisition ( Prix d'achat+fraies accessoires ) Valeur nominale
3. Immobilisations corporelles	
4. Immobilisations financières	
<b>B - CORRECTIONS DE VALEUR</b>	
1. Méthodes d'amortissements	Autres immobilisations incorporelles (Financement délégataire) : amortissement de caducité Reste du poste immobilisations : amortissement linéaire
2. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Provisions pour dépréciation des immo financières : situation nette des sociétés concernées à ladate de clôture
3. Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
<b>II. ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)</b>	
<b>A - EVALUATION A L'ENTREE</b>	
1. Stocks	CUMP
2. Créances	Valeur nominale
3. Titres et valeurs de placement	Valeur nominale
<b>B - CORRECTIONS DE VALEUR</b>	
1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Antériorité et nature de l'actif circulant
2. Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
<b>III. FINANCEMENT PERMANENT</b>	
1. Méthodes de réévaluation	N/A
2. Dettes de financement permanent	Valeur d'émission de l'emprunt
3. Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges	Evaluation individuelle du risque
4. Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
<b>IV. PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)</b>	
1. Dettes du passif circulant	Valeur nominale de la dette
2. Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques & charges	Evaluation individuelle du risque
3. Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
<b>V. TRESORERIE</b>	
1. Trésorerie - actif	Valeur nominale
2. Trésorerie - passif	Valeur nominale
3. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	N/A
<b>VI. ECOULEMENT DU CHIFFRE D'AFFAIRES SUR LES VENTES</b>	
<b>VENTES DE FLUIDES</b>	Chiffre d'affaires facturé au titre des consommations de l'exercice Evaluation en fin de période de l'énergie en compteur non facturée*
<b>VENTES DE TRAVAUX</b>	Méthode "à l'avancement" des travaux

En DH

### ETAT DES DEROGATIONS

INDICATION DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		<b>Néant</b>
II. Dérogations aux principes des méthodes d'évaluation comptables fondamentaux		
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

En DH

### ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation		<b>Néant</b>
II. Changements affectant les modalités d'application		

En DH

### TABEAU DES AMORTISSEMENTS

NATURE	CUMUL DEBUT EXERCICE (1)	DOTATION DE L'EXERCICE (2)	AMORT. SUR IMMOB. SORTIES (3)	CUMUL D'AMORT. FIN EXERCICE (4) = (1)+(2)+(3)
<b>IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR</b>	<b>384 349 698,50</b>	<b>14 587 785,83</b>	<b>-63 754 777,49</b>	<b>335 182 706,84</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices	63 754 777,49	-	-63 754 777,49	-
Charges à répartir sur honoraires	320 594 921,01	14 587 785,83	-	335 182 706,84
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>1 914 627 333,21</b>	<b>319 198 828,41</b>	-	<b>2 233 826 161,62</b>
Immobilisation en recherche et développement	548 346,61	-	-	548 346,61
Brevet,marques,droits et valeur similaires	55 410 389,37	4 525 903,84	-	59 936 293,21
Immobilisations financement Lydec domaine délégué	1 858 668 597,23	314 672 924,57	-	2 173 341 521,80
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>376 713 360,36</b>	<b>34 028 404,83</b>	<b>-4 899 278,56</b>	<b>405 842 486,63</b>
Terrains	-	-	-	-
Constructions	918 617,91	15 899,83	-	934 517,74
Installations techniques,materiel et outillage	170 664 431,19	18 394 828,60	-105 000,00	188 954 259,79
Matériel de transport	41 751 552,63	1 168 522,42	-212 365,76	42 707 709,29
Mobilier, matériel de bureau	38 494 562,16	4 341 848,03	-142 058,25	42 694 351,94
Matériel informatique	110 851 071,30	10 038 353,45	-4 439 854,55	116 449 570,20
Agencement, installation et aménagement	14 033 125,17	68 952,50	-	14 102 077,67
<b>TOTAL</b>	<b>2 675 690 392,07</b>	<b>367 815 019,07</b>	<b>-68 654 056,05</b>	<b>2 974 851 355,09</b>

En DH

### TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERES

DESIGNATION	MONTANT BRUT DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN D'EXERCICE
		ACQUISITION	PRODUCTION PAR L'ENTREPRISE	VIREMENT	CESSION	RETRAIT	VIREMENT	
IMMOBILISATIONS DOMAINE CONCEDE	14 727 119 013,07	1 563 124 743,34	-	706 542 058,98	-	-	-706 542 058,98	16 290 243 756,41
Immobilisations gestion déléguée terminées	13 013 233 821,86	424 251 803,75	-	706 542 058,98	-	-	-	14 144 027 684,59
Immobilisations gestion déléguée en cours	1 713 885 191,21	1 138 872 939,59	-	-	-	-	-706 542 058,98	2 146 216 071,82
IMMOBILISATIONS EN NON-VALEURS	418 142 700,36	8 049 195,88	-	-	-	-63 754 777,49	-	362 437 118,75
Frais préliminaires	63 754 777,49	-	-	-	-	-63 754 777,49	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	354 387 922,87	8 049 195,88	-	-	-	-	-	362 437 118,75
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 040 758 729,57	589 415 035,61	-	437 128 954,76	-	-	-437 128 954,76	5 630 173 765,18
Immobilisation en recherche et développement	548 346,61	-	-	-	-	-	-	548 346,61
Brevet, marques	68 055 733,60	2 421 805,46	-	-	-	-	-	70 477 539,06
Autres immobilisations incorporelles (financement Lydec)	4 972 154 649,36	586 993 230,15	-	437 128 954,76	-	-	-437 128 954,76	5 559 147 879,51
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	467 198 253,29	29 813 371,61	-	-	-4 926 408,31	-	-	492 085 216,59
Terrain	-	-	-	-	-	-	-	-
Constructions	1 149 165,41	-	-	-	-	-	-	1 149 165,41
Installations techniques, matériel et outillage	226 956 200,96	13 094 604,45	-	-	-105 000,00	-	-	239 945 805,41
Matériel de transport	45 316 637,49	4 828 273,30	-	-	-215 381,11	-	-	49 929 529,68
Mobilier, matériel de bureau	41 891 429,17	1 090 587,80	-	-	-145 652,05	-	-	42 836 364,92
Matériel informatique	137 764 149,22	10 672 326,06	-	-	-4 460 375,15	-	-	143 976 100,13
Autres immobilisations incorporelles	14 120 671,04	127 580,00	-	-	-	-	-	14 248 251,04
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-	-	-

Ce tableau détaille les augmentations et les diminutions des immobilisations en cours d'exercice, par masse, par rubrique et par type de mouvement

En DH

### TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

RAISON SOCIALE DE LA SOCIETE EMETTRICE	SECTEUR D'ACTIVITE	CAPITAL SOCIAL EN DH	PARTICIPATION AU CAPITAL	PRIX D'ACQUISITION GLOBAL EN DH	VALEUR NETTE COMPTABLE	EXTRAIT DES DERNIERS ETATS DE SYNTHESE DE LA SOCIETE EMETTRICE			PRODUITS D'EXPLOITATION INSCRITS AU CPC DE L'EXERCICE
						DATE DE CLÔTURE	SITUATION NETTE	RESULTAT NET	
Lydec Services	Travaux eau, assainissement, électricité	3 176 000,00	100%	100	-	31 déc. 2012	2 191 030,69	483 830,64	490 000,00

En DH

### TABLEAU DES PROVISIONS

NATURE	MONTANT DEBUT EXERCICE	DOTATIONS			REPRISES			MONTANT FIN EXERCICE
		D'EXPLOITATION	FINANCIERES	NON COURANTES	D'EXPLOITATION	FINANCIERES	NON COURANTES	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Provisions durables pour risques et charges	30 000 000,00	-	-	-	-	-	-	30 000 000,00
SOUS TOTAL (A)	30 000 000,00	-	-	-	-	-	-	30 000 000,00
4. Provision pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	282 733 683,09	302 145 636,64	-	-	282 733 683,09	-	-	302 145 636,64
5. Autres Provisions pour risques et charges	16 091 791,82	1 261 491,01	-	-	6 146 249,28	-	1 774 492,83	9 432 540,72
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	-	-	41 191,55	-	-	-	-	41 191,55
SOUS TOTAL (B)	298 825 474,91	303 407 127,65	41 191,55	-	288 879 932,37	-	1 774 492,83	311 619 368,91
TOTAL (A+B)	328 825 474,91	303 407 127,65	41 191,55	-	288 879 932,37	-	1 774 492,83	341 619 368,91

En DH

### TABLEAU DES CREANCES

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			ECHUES & NON RECOUVREES	MONTANT EN DEVICES	MONTANT SUR ETAT ET ORGANISMES PUBLICS	MONTANT SUR LES ENTREPRISES LIEES	MONTANT REPRESENTE PAR EFFET
		PLUS D'UN AN	MOINS D'UN AN						
DE L'ACTIF IMMOBILISE	1 810 488,00	1 810 488,00	-	-	-	-	-	-	-
Prêts immobilisés	1 810 488,00	1 810 488,00	-	-	-	-	-	-	-
DE L'ACTIF CIRCULANT	2 332 630 262,52	9 564 483,78	1 696 468 720,34	626 597 058,40	-	-	-	-	-
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	18 974 980,99	9 564 483,78	9 410 497,21	-	-	-	-	-	-
Clients et comptes rattachés (*)	1 693 530 762,24	-	1 197 154 898,48	496 375 863,76	-	-	5 468 883,41	42 862 039,97	-
Etat	391 591 453,41	-	391 591 453,41	-	-	391 591 453,41	-	-	-
Comptes d'associés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres débiteurs	146 323 488,07	-	16 102 293,43	130 221 194,64	-	130 221 194,64	-	-	-
Personnel	63 340 439,87	-	63 340 439,87	-	-	-	-	-	-
Comptes de régularisation-actif	18 869 137,94	-	18 869 137,94	-	-	-	-	-	-

(\*) sont considérées échues et non recouvrées les créances antérieures à 2010 (âge > 1 an)

En DH

### TABLEAU DES DETTES

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			ECHUES & NON PAYEES	MONTANT EN DEVICES	MONTANT SUR ETAT ET ORGANISMES PUBLICS	MONTANT SUR LES ENTREPRISES LIEES	MONTANT REPRESENTE PAR EFFET
		PLUS D'UN AN	MOINS D'UN AN						
DU FINANCEMENT	1 385 535 681,85	1 305 535 681,85	80 000 000,00	-	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	1 040 000 000,00	960 000 000,00	80 000 000,00	-	-	-	-	-	-
Autres dettes de financement	345 535 681,85	345 535 681,85	-	-	-	-	-	-	-
DU PASSIF CIRCULANT	2 944 921 826,74	-	2 826 599 352,69	118 322 474,05	-	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	1 765 898 766,06	-	1 762 685 839,49	3 212 926,57	15 998 242,62	-	75 801 923,36	15 699 543,63	-
Clients créditeurs, avances et acomptes	138 401 686,21	-	138 401 686,21	-	-	-	-	-	-
Personnel	57 457 009,48	-	57 457 009,48	-	-	-	-	-	-
Organismes sociaux	37 833 851,15	-	37 833 851,15	-	-	37 833 851,15	-	-	-
Etat	553 173 978,62	-	553 173 978,62	-	-	553 173 978,62	-	-	-
Comptes d'associés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres créanciers	279 238 738,06	-	164 129 190,58	115 109 547,48	-	-	-	-	-
Comptes de régularisation-passif	112 917 797,16	-	112 917 797,16	-	-	-	-	-	-

En DH

### TABLEAU DES SURETES REELLES DONNEES OU RECUES

TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	MONTANT COUVERT PAR LA SURETE	NATURE (1)	DATE ET LIEU D'INSCRIPTION	OBJET (2) (3)	VALEUR COMPTABLE NETTE DE LA SURETE DONNEE A LA DATE DE CLÔTURE
-------------------------------------	-------------------------------	------------	----------------------------	---------------	--

SURETES DONNEES  
SURETES RECUES

Néant

(1) Gage-hypothèque : 2 - Nantissement : 3 - Warrant : 4 - Autres : 5 - (à préciser)

(2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) - Entreprises liées, associés, membre du personnel

(3) Préciser si la sûreté recue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

En DH

### ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS OU DONNES HORS OPERATIONS DE CREDIT-BAIL

ENGAGEMENTS DONNES	MONTANT EXERCICE	MONTANT EXERCICE PRECEDENT
<b>Avals et cautions</b>		
Cautions bancaires au profit de l'Autorité Délégante	115 695 000	111 735 000,00
Cautions bancaires au profit de l'Administration des Douanes	8 000 000,00	9 000 000,00
Cautions bancaires au profit des Eaux et Forêts	13 447,00	7 447,00
Cautions bancaires au profit GDF SUEZ Energie Service en garantie du loyer	1 828 500,00	-
<b>Engagements en matière de pensions de retraite et obligations similaires</b>		
Engagements sociaux (couverture médicale et gratuité des services de l'entreprise au profit des retraités statutaires)	436 356 299,87	425 735 613,39
<b>Autres Engagements</b>		
Engagements contractuels d'investissements	3 797 645,25	4 015 356 492,90
<b>TOTAL (1)</b>	<b>565 690 892,12</b>	<b>4 561 834 553,29</b>
(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées		
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		
<b>Avals et cautions</b>		
Garanties reçues sur contrats	380 254 793,26	295 318 921,78
<b>Autres engagements</b>		
Facilités de crédit non utilisées	691 602 000,00	803 724 000,00
<b>TOTAL (2)</b>	<b>1 071 856 793,26</b>	<b>1 099 042 921,78</b>
(2) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées		

### PASSIFS EVENTUELS

En date du 10 février 2012, Lydec a reçu une lettre de notification de l'Autorité Délégante lui demandant le versement d'une somme de 546 MDH et des redressements comptables pour un montant de 892 MDH comme conséquence des conclusions du rapport d'audit de la gestion déléguée sur la période 1997-2006.

La demande de versement concerne :

- la redevance due à l'Autorité Délégante au titre de l'article 28 de la convention de gestion déléguée pour 15,7 MDH ;
- la marge revenant à l'Autorité Délégante au titre de l'article 33 de la convention de gestion déléguée qui prévoit que « si, pour un exercice, le rapport entre l'excédent brut d'exploitation (EBE) et le chiffre d'affaires (CA) dépasse le rapport indiqué dans le tableau des projections financières du contrat pour l'exercice concerné, majoré de 10%, Lydec versera à l'Autorité Délégante 35% de ce dépassement multiplié par le chiffre d'affaires ». Les conclusions du rapport d'audit amènent ainsi les auditeurs à procéder à des reclassements majorant l'EBE et générant un montant à verser à l'Autorité Délégante de 530,7 MDH.

Les redressements comptables concernent :

- des redressements comptables, principalement au profit des comptes de Tiers, pour 489 MDH. L'auditeur estime qu'il existe vis-à-vis de ces Tiers des dépenses non imputables ou des recettes qui doivent leur être affectées.
- les avances faites au titre des pensions de retraite versées par Lydec aux retraités entre 1997 et 2003 en lieu et place de la Caisse de Retraite Interne. L'auditeur estimant que cette créance de 403,0 MDH ne devrait être imputée sur l'Autorité Délégante qu'avec son autorisation préalable.

Le 20 octobre 2011, après avoir procédé à la relecture contradictoire des rapports des auditeurs, Lydec avait réfuté l'ensemble des points soulevés dans un dossier de réponses détaillé adressé à l'Autorité Délégante.

Le 15 février 2012, Lydec a réaffirmé cette position dans un courrier officiel adressé à l'Autorité Délégante contestant sur la forme comme sur le fond l'ensemble des conclusions de ce rapport. La plus grande partie des observations de l'audit porte sur des sujets antérieurement réglés dans le cadre de la révision des conditions techniques et économiques du contrat de gestion déléguée lancé en 2006 et conclu en 2009 par la signature d'un avenant avec l'Autorité Délégante. A l'issue de plusieurs réunions tenues sur ce sujet sous l'égide de la Direction des Régies et des Services Concédés, Lydec a fait procéder à une expertise indépendante par un cabinet international pour les aspects comptables et financiers, appuyée par une analyse juridique par un cabinet d'avocats sur certains points spécifiques.

Le 31 octobre 2012, Lydec a transmis à l'Autorité Délégante cette expertise qui confirme la position de Lydec selon laquelle la plus grande partie des redressements mentionnés par le rapport d'audit a déjà été traitée dans le cadre de l'avenant au contrat de gestion déléguée signé en mai 2009. Dans la continuité, Lydec a proposé la tenue de réunions d'échanges dans le cadre des dispositions prévues par le contrat de gestion déléguée.

### ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE DU BILAN ET DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 31 DECEMBRE 2012

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012. Nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la Société Lydec S.A. comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2012. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 1 572 071 610 dont un bénéfice net de l'exercice de MAD 274 254 278,18.

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nous certifions que les états de synthèse cités ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société Lydec S.A. au 31 décembre 2012 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les deux points suivants :

- Suite au transfert de la gestion du régime des retraites du personnel de la gestion déléguée de la Caisse Commune des Retraites (CCR) au RCAR, Lydec se trouve au 31 décembre 2012 avec une créance d'un montant net de MMAD 102 correspondant à la différence entre les cotisations perçues et les pensions versées. L'Avenant de la révision du Contrat de Gestion Déléguée en date du 11 mai 2009, précise que l'Autorité de tutelle procédera à la recherche de ressources auprès de l'Etat pour contribuer à l'apurement de cette situation et ce, en conformité avec les décisions des commissions techniques de suivi du 17 décembre 2003 et du 24 décembre 2004.
- En 2011, Lydec a reçu le rapport définitif de l'audit diligenté par la gestion déléguée pour la période de 1997 à 2006. Ce rapport fait ressortir un montant de redressement total de MMAD 1 438 dont un versement par Lydec de MMAD 546 et des redressements comptables des comptes de MMAD 892.

Lydec a contesté l'ensemble des redressements soulevés dans ce rapport d'audit en expliquant notamment qu'une grande partie des redressements mentionnés par le dit rapport a été traitée dans l'avenant au contrat de gestion déléguée signé en mai 2009. Le 31 octobre 2012, Lydec a transmis à l'Autorité Délégante une expertise indépendante qui analyse les points relevés par l'audit de la ville et confirme la position de Lydec.

Aujourd'hui, des démarches sont en cours avec l'autorité délégante afin de poursuivre les procédures prévues dans le cadre des dispositions du contrat de gestion déléguée en pareille situation.

#### Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

Casablanca, le 21 février 2013

#### Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG  
Bachir TAZI - Associé




MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Abdou DIOP - Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
101, Bd Abdelmoumen  
20 360 CASABLANCA  
Tél : 0522 423 423 (L.G.)  
Fax : 0522 423 400

